



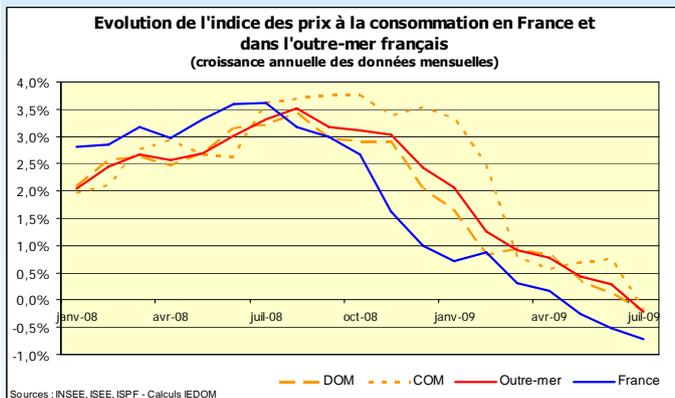
**Une atténuation du ralentissement au second trimestre 2009**

*Le ralentissement de la conjoncture économique dans les économies ultramarines semble décélérer, excepté à La Réunion où la dégradation de l'activité s'est à nouveau accentuée et à Wallis et Futuna. Si les indicateurs sont toujours en baisse sur un an, on observe un infléchissement dans de nombreuses régions, même s'il s'agit parfois d'un simple effet de rattrapage. La consommation des ménages reste peu dynamique et l'investissement des entreprises marque le pas, dans un contexte d'incertitudes sur les nouvelles règles de défiscalisation et de manque de visibilité des plans de relance. Au niveau sectoriel, l'activité dans le BTP a été morose excepté en Nouvelle-Calédonie et le tourisme a de nouveau été touché par la baisse de la fréquentation liée à la crise mondiale. Aux Antilles, l'activité n'a repris que progressivement après un début d'année perturbé par des mouvements sociaux de grande ampleur.*

**L'inflation : sur un an, le ralentissement est significatif dans l'ensemble des géographies**

A l'image des résultats de la France entière, l'inflation a continué de ralentir dans l'ensemble des géographies de l'outre-mer français sur le second trimestre, mais son rythme reste supérieur à celui de la métropole. En juillet, le taux d'inflation moyen en glissement annuel pour l'outre-mer s'établit à -0,2 % contre -0,7 % pour la France entière.

D'une manière générale, ce ralentissement s'explique par une moindre demande locale, une baisse de l'inflation importée et la répercussion de la baisse des cours du pétrole qui s'est effectuée avec quelques mois de retard dans ces économies. Dans la majorité des géographies, ce sont les services et, à un moindre degré, les produits alimentaires qui tirent les prix vers le haut.



En Martinique, la décélération de l'inflation a été la plus marquée : le taux d'inflation a atteint son point le plus bas en juillet (-0,7 %). En Guadeloupe, l'inflation annuelle est devenue négative en juillet (-0,3 %). La Réunion (-0,1 %) se distingue par un net repli des produits alimentaires au second trimestre dû à la réduction des prix des produits de la liste dite « Cospar », entrée en vigueur le 8 avril. En Guyane, après un pic à 4,4 % fin 2008, l'inflation n'était plus qu'à 0,7 % en juillet. A Mayotte, l'inflation est encore à 2,6 % en juillet mais cela représente une nette décélération (5,6 % un an auparavant). Saint-Pierre-et-Miquelon a vu son inflation annuelle chuter de 7,2 % en juin 2008 à -1,1 % en juin 2009.

En Nouvelle-Calédonie, l'inflation a atteint 0,9 % en juillet, après un pic de 3,7 % fin 2008.

En Polynésie française, le ralentissement de l'inflation s'est poursuivi au second trimestre ; la chute à -1,5 % en glissement annuel en juillet (après 0,3% en juin) est expliquée par la conjonction des fortes augmentations des matières énergétiques et du transport international intervenues en juillet 2008. La hausse de l'indice ressort à 0,3 % à Wallis et Futuna.

**L'emploi : la dégradation se poursuit mais semble s'atténuer au début de l'été**

La dégradation du marché du travail se confirme dans toutes les économies ultramarines, mais dans des proportions toujours inférieures à celles observées en métropole : l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois est de 13,7 % sur un an fin juillet en moyenne dans les DOM contre 25,3 % en métropole. Cette tendance semble cependant s'infléchir : on observe une légère atténuation de la progression du nombre de demandeurs d'emploi à partir du mois de mai dans l'ensemble des DOM et depuis le mois de juin en Nouvelle-Calédonie.

A La Réunion, la progression du nombre de demandeurs d'emploi a été particulièrement vive (+20,9 % sur un an en juillet), avec des offres d'emploi en retrait.

En Polynésie française, le marché de l'emploi a continué de se dégrader, avec la destruction de 2 700 emplois salariés sur un an en mars 2009, touchant particulièrement le BTP et l'hôtellerie.

L'évolution en Nouvelle-Calédonie reste différente puisque l'emploi salarié continue d'y progresser, mais à un rythme plus mesuré que précédemment. Parallèlement, le nombre de DEFM a encore augmenté sur le second trimestre, en raison de la fin du chantier de l'usine du Sud et de la montée en puissance des Etablissements Provinciaux de l'Emploi.

**Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois**

	juil-09	Var. en juillet sur un an
<b>Guadeloupe</b>	48	6,5%
<b>Martinique</b>	38	8,7%
<b>Guyane</b>	14	8,5%
<b>Réunion</b>	95	20,9%
<b>DOM</b>	196	13,7%
<b>Nouvelle-Calédonie</b>	7	5,0%
<b>France métropolitaine</b>	2 431	25,3%

Source : DARES, IDCN - Données en milliers  
Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A dans les DOM et pour la France métropolitaine

## IEDOM

### Guadeloupe : rattrapage partiel de l'activité

Au lendemain des mouvements sociaux qui ont fortement touché l'économie de la Guadeloupe, l'activité a repris progressivement au second trimestre mais sans retrouver le niveau de l'année précédente. Il s'agit d'un simple rattrapage plutôt que d'une véritable reprise.

La consommation des ménages a été atone après un premier trimestre de détérioration de l'ensemble des indicateurs, notamment une baisse des crédits à la consommation, qui avaient enregistré pour la première fois en dix ans un recul sur un an. Les importations de biens de consommation courante ont toutefois fortement augmenté (+40 % sur le trimestre) en raison de la reconstitution progressive des stocks. Les achats de logements ont continué de ralentir pour le troisième trimestre consécutif.

L'investissement des entreprises n'a repris que timidement : bien qu'en augmentation sur le trimestre, le niveau des importations de biens d'équipement a été en moyenne 15 % inférieur à celui des quatre dernières années. Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les chefs d'entreprise ont fait état d'une légère amélioration de leur activité au second trimestre mais ils prévoient un nouveau repli au troisième trimestre et devraient adopter un comportement attentiste en gelant ou en reportant les investissements programmés.

Dans le BTP, les chantiers retardés en début d'année ont repris au second trimestre, mais l'activité a été moins dynamique qu'au deuxième trimestre 2008 : la consommation de ciment ainsi que le nombre d'attestations de conformité électrique sur les logements et locaux neufs sont tous deux en repli de 7 % sur un an. Le secteur devrait cependant bénéficier de la mise en œuvre du plan régional de relance et d'un accroissement de la consommation de la ligne budgétaire dédiée au financement du logement.

L'activité touristique est médiocre, bien qu'un peu supérieure aux prévisions, après l'effondrement en plein cœur de la haute saison. Mais le secteur demeure fragile : sur un an, le taux d'occupation des hôtels (le plus faible depuis 3 ans) est en recul de 7 points, le nombre de nuitées a chuté de 26,6 % et le nombre de passagers aériens hors transit s'est replié de 6 %.

La filière sucre, perturbée par le démarrage tardif de la campagne cannière et par une forte pluviométrie en période de récolte, a enregistré une chute de 39 % de ses exportations au deuxième trimestre sur un an. La filière banane a continué d'être en repli (baisse de 5 % des volumes exportés par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre).

### Martinique : moindre dégradation de l'activité

S'inscrivant dans un contexte défavorable (crise mondiale, interrogations statutaires, attentisme autour de la LODEOM), l'activité économique de la Martinique subit les suites du mouvement social.

La consommation des ménages reste peu dynamique et est en recul sur un an, en dépit d'une légère reprise après un premier trimestre pénalisé par 38 jours de conflits sociaux. Les importations de biens de consommation ont continué de baisser (-16,4 % sur un an). L'investissement en logements des ménages marque le pas, malgré l'arrivée de nouvelles constructions individuelles sur le marché ; la progression de l'encours des crédits à l'habitat ralentit. On note une accentuation de la vulnérabilité financière des ménages.

L'investissement des entreprises est marqué par l'attentisme : il est en net recul sur un an (les importations de biens d'équipements se sont repliées de 26,3 %) malgré une faible hausse sur le trimestre.

L'activité a été atone dans l'ensemble des secteurs excepté pour l'industrie agro-alimentaire.

Le BTP, secteur clé de l'économie martiniquaise, est resté peu vigoureux : la production de ciment s'est située à des niveaux inférieurs à ceux enregistrés sur les cinq dernières années et les attestations de conformité électrique des logements neufs ont été en retrait de 9,4 % sur un an. On note cependant quelques signes de reprise.

Le tourisme a poursuivi sa tendance baissière, malgré de meilleurs résultats qu'au 1<sup>er</sup> trimestre et en dépit des baisses de tarif consenties. Sur un an, le nombre de passagers à l'aéroport a été en recul de 1 % en juin. Comme les années précédentes, aucun navire de croisière n'a accosté la Martinique en mai et juin.

### Guyane : l'activité a cessé de reculer

Après deux trimestres de repli, l'activité économique a enregistré une stagnation.

La consommation des ménages est restée peu dynamique, en particulier sur le secteur de l'automobile dont le recul des importations sur un an est de 45 % alors que celui des importations de biens d'équipement du foyer n'atteint que 2,4 %. L'investissement en logement des ménages est resté bien orienté, comme l'indique la forte progression des crédits à l'habitat.

Les entreprises font état d'une augmentation de leurs charges et d'une forte détérioration de leur trésorerie, ce qui les incite à repousser les décisions d'investissement.

Cette atonie de l'activité a touché l'ensemble des secteurs, en particulier ceux du commerce et des services (40 % des effectifs salariés à eux deux) en raison de la faiblesse de la consommation des ménages. Les secteurs du BTP et de l'industrie ont peiné à offrir les relais nécessaires à la reprise.

Le secteur du BTP a connu une diminution saisonnière de son activité (liée à la saison humide) plus prononcée que l'année précédente : au second trimestre 2009, le volume de ciment vendu a baissé de 5,8 % par rapport au deuxième trimestre 2008. Des perspectives de reprise sont cependant attendues d'ici la fin de l'année 2009, notamment grâce à la montée en puissance des opérations de construction de logements sociaux et de locaux divers, à condition que les programmes ne prennent pas de retards.



Le secteur spatial a maintenu un rythme deancements identique à celui des deux derniers trimestres (2 satellites par trimestre). L'activité aurifère a continué d'être déprimée avec une nouvelle diminution sur un an des exportations d'or (-52 % en valeur et -56 % en volume).

Le secteur primaire et les industries agro-alimentaires ont vu leur activité s'améliorer pour le deuxième trimestre consécutif. L'activité touristique a été en légère amélioration, en dépit du blocage pendant 40 jours du site des marais de Kaw.

### **Saint-Pierre-et-Miquelon : reprise difficile des activités saisonnières**

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon a été peu dynamique, malgré la reprise estivale des activités saisonnières (construction, activités aéroportuaires et portuaires). La consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont été orientés à la baisse. Les exportations se sont effondrées en raison des difficultés enregistrées par la filière de la pêche artisanale (retrait de l'autorisation de naviguer du principal chalutier, fermeture de la principale usine de transformation des produits de la pêche). La reprise de l'activité touristique en haute saison s'est confirmée avec une fréquentation de l'archipel en hausse de 9 % sur un an.

### **La Réunion : la dégradation se poursuit**

A La Réunion, la tendance morose observée au cours du premier trimestre se prolonge. L'indicateur du climat des affaires s'est stabilisé à son plus bas niveau historique après avoir chuté depuis fin 2007.

La consommation des ménages a continué de ralentir, dans un contexte de forte dégradation du marché de l'emploi : les importations de biens de consommation et les ventes de véhicules de tourisme ont à nouveau baissé sur un an, respectivement de -11,5 % et -30,1 %. L'investissement en logement des ménages a été atone comme en témoignent la décélération continue des crédits à l'habitat et la baisse du nombre d'attestations de conformité électrique de logements neufs.

L'investissement des entreprises s'est encore contracté : les ventes de véhicules utilitaires et les importations de biens d'équipement ont chuté respectivement de 51,6 % et de 23,8 % sur un an.

Au niveau sectoriel, le secteur agricole, qui enregistre une hausse, constitue l'exception : les filières bovine et porcine sont dynamiques et les bonnes performances de la campagne sucrière ont permis une progression des exportations (+15,6 % sur un an).

Le secteur du BTP apparaît de plus en plus touché par la crise ; les effectifs du secteur ont diminué de 6,0 % entre mars et juin 2009, ramenant le nombre de salariés à 20 032 (contre 21 311 à fin mars). L'industrie manufacturière locale, en partie tributaire du secteur du BTP, a subi l'atonie de ce secteur et son activité s'est sensiblement contractée : les importations de

biens intermédiaires ont chuté de 26,1 % entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2009.

L'activité touristique n'a pas bénéficié de la progression du nombre de passagers dans les aéroports de Pierrefonds et de Gillot au second trimestre (+5,6 % sur un an).

La fréquentation hôtelière s'est repliée de 3,9 points à fin juin sur un an à 51,4 %, mais est restée stable en moyenne sur le trimestre.

Pour le troisième trimestre, le contexte économique dégradé, conjugué aux réductions d'effectifs, risque de freiner une nouvelle fois la consommation des ménages et l'absence de perspectives à court terme de redressement de l'économie devrait peser sur l'investissement.

### **Mayotte : la baisse de l'activité s'atténue**

L'activité a continué à baisser, mais ce repli ne concerne plus l'ensemble des secteurs.

La consommation des ménages, en légère reprise sur le trimestre, reste en net retrait sur un an, comme en témoignent les fortes baisses des ventes de véhicules neufs et des importations de biens d'équipement ménager (-37 % et -13 % sur un an).

L'investissement des entreprises s'est encore dégradé : les importations de biens d'équipement professionnel enregistrent une chute de 43 % sur un an.

Au niveau sectoriel, l'industrie agro-alimentaire et le secteur de la pêche ont affiché une hausse de leur volume d'affaires. Les exportations d'ylang-ylang, bien que supérieures à celles du deuxième trimestre 2008, ont été en recul en cumul sur un an.

Le BTP enregistre un 3<sup>e</sup> trimestre consécutif de baisse d'activité, après une période dynamique caractérisée par la réalisation de grands chantiers et de grosses opérations de promotions immobilières. Ces dernières connaissent actuellement des difficultés d'achèvement, faute d'acheteurs.

Des signes de reprise sont toutefois perceptibles, avec le début de la mise en œuvre du plan de relance du gouvernement : 15 millions d'euros au bénéfice de la Collectivité départementale additionnels au contrat de projet devraient être destinés à financer des grands travaux (routes, réhabilitation d'écoles, aménagements d'équipements touristiques, résorption de l'habitat insalubre...).



## IEOM

### Nouvelle-Calédonie : le ralentissement se poursuit

Après avoir résisté à la dégradation de la conjoncture mondiale jusqu'à la fin de l'année 2008, l'économie calédonienne a commencé à ralentir depuis le début 2009. Au second trimestre 2009, l'indicateur du climat des affaires enregistre une légère amélioration tout en restant en dessous de sa moyenne de longue période.

La consommation des ménages est encore orientée à la baisse : baisse des importations de biens de consommation, repli des immatriculations, seule la consommation de produits alimentaires est en hausse. En revanche, l'encours des crédits à l'habitat des ménages a continué de progresser à un rythme dynamique (+9,9 %).

L'investissement des entreprises est en repli : un certain nombre de chefs d'entreprise ont préféré reporter leur décision d'investissements, dans un contexte d'attentisme caractérisé notamment par la sortie en mai 2009 de la loi pour le développement économique de l'outre-mer (LODEOM) et un manque de visibilité sur l'évolution des cours du nickel. Néanmoins les banques ont continué à soutenir les projets, comme en témoigne le dynamisme des crédits à l'investissement (+17 % sur un an), en raison de la poursuite de grands chantiers qui ont joué un rôle d'amortisseur.

Le secteur du nickel a enregistré une hausse de sa production de métal de 6,7 % sur un an mais la production de minerai a été en repli de 15,5 % sur un an, en raison d'une pluviométrie saisonnière importante et de l'arrêt temporaire des commandes du principal acheteur des latérites calédoniennes qui a dû faire face à la chute de la demande mondiale des sidérurgistes. Les cours du nickel sont repartis à la hausse à compter de mars : ils s'établissaient autour de 8,9 USD/Lb en août 2009, après 5,07 USD/Lb en avril 2009.

Le tourisme a relativement bien résisté à la dégradation de l'activité touristique au niveau international. Le recul de la fréquentation touristique a été moindre que celui observé au niveau mondial grâce à la hausse de la fréquentation des touristes métropolitains (+10,7 % sur un an) et au dynamisme de l'activité touristique des résidents.

Le secteur du BTP, malgré la fin du chantier de l'usine du Sud et les fortes précipitations du début d'année, a relativement bien résisté grâce aux nombreux chantiers en cours. La consommation de ciment, hors construction d'usines de nickel, a progressé de près de 10 % en un an et les crédits à la construction, portés par l'habitat social et la promotion immobilière, ont connu un rythme de progression soutenu (+22,4 % sur un an).

### Polynésie française : pause dans la dégradation de l'activité

La baisse de l'activité économique semble marquer une légère pause mais la conjoncture reste très déprimée.

La consommation des ménages a continué de se replier : l'automobile a atteint un nouveau point bas, tant pour le neuf que l'occasion, et les importations de biens d'équipement aux ménages sont en recul de 18 % sur un an. La progression des encours de crédits à la consommation a fortement ralenti. En revanche, la hausse de l'encours des crédits à l'habitat de 6,5 % sur le trimestre traduit le maintien de l'investissement en logements.

L'investissement des entreprises s'est une fois de plus replié, en l'absence de visibilité sur les effets du plan de relance.

Le déficit du commerce extérieur s'est à nouveau creusé sous l'effet d'une plus forte contraction des exportations (-29 % sur un an) que des importations (-18 % sur un an).

Quelques secteurs ont enregistré une amélioration de leur courant d'affaires. C'est le cas des filières de la pêche, du coprah, de la vanille et des industries agroalimentaires.

L'activité dans le BTP est restée au point mort, en raison d'une commande publique insuffisante pour redynamiser le secteur (les dépenses d'équipements publics ont stagné sur un an) et d'un essoufflement de la demande privée.

Le tourisme a été de nouveau particulièrement touché. La crise économique et l'épidémie de grippe H1N1 ne peuvent expliquer la totalité de cette dégradation puisque le déficit du premier semestre s'inscrit à -25 % par rapport à 2008, alors qu'un recul de 1 à 4 % est attendu pour l'Océanie. L'ensemble des clientèles est touché, même si la baisse est un peu moins forte pour les touristes français et japonais.

### Wallis-et-Futuna : la dégradation de l'activité se poursuit

Le ralentissement marqué de l'activité s'est prolongé.

La consommation des ménages enregistre un nouveau trimestre de baisse et leur investissement en logement se replie.

En revanche, l'investissement des entreprises semble se redresser, comme en témoignent la hausse des importations des biens d'équipement et des crédits d'investissement.

Pour en savoir plus : - télécharger les bulletins trimestriels de suivi de la conjoncture économique et financière ainsi que les notes expresses, les notes de l'Institut d'émission et les rapports annuels de chaque agence sur le site de l'IEDOM : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr) et de l'IEOM : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

- ou se les procurer auprès du siège à l'adresse suivante :  
IEDOM-IEOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Directeur de la publication et Responsable de la rédaction : Y. Barroux - Rédacteur : OEE  
Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 8 octobre 2009 - Dépôt légal : octobre 2009 - ISSN 1775-0628